



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 31 MARS 2026

N° 5/15

Objet : Élection des membres siégeant à la commission Finances – Commande Publique – Affaires juridiques – Assurances

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un mars à dix-huit heures, le Conseil municipal dûment convoqué par Monsieur Pascal DOLL, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Pascal DOLL, Maire. Afin de garantir la publicité des débats, la séance a été retransmise en direct sur la page YouTube de la Ville.

Conseillers municipaux en exercice : 33

Date de convocation : 25 mars 2026

Présents :

Pascal DOLL, Maire,

Adrien DA COSTA, Nektar BALIAN, Mathieu DOMAN, Isabelle GOURDON, Christophe ALTOUNIAN, Sarah MOINE, Tony FIDAN, Nathalie BALIKDJIAN, Joël DELCAMBRE, Adjointes au Maire,

Claude FERNANDEZ-VELIZ, Romuald SERVA, Sophie LEBON, Conseillers municipaux délégués,

Sylvie GUINEMER, Christophe MARTIN, Isabelle CARON, Christophe PIEGZA, Rose-Marie ABOUSEFIAN, Alain DURAND, Khadija BLONDEL, Patrick BRZOWSKI, Rita AYDIN, Laurent COKGUL, Natalia GONCALVES, Alper KUCUN, Rose-Émilie NICOLAS, Daniel YARAMIS, Nezahat BILEM, Roni KILIC, Fadoi MORSSI, Asad IQBAL, Isabelle BOURSIER, Stéphane CORREAS, Conseillers municipaux.

Secrétaire de séance : Claude FERNANDEZ-VELIZ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2121-21 et L2121-22,

Vu la délibération n°4/14 du Conseil municipal du 31 mars 2026 relative à la constitution des commissions communales permanentes,

Considérant que la délibération susvisée a créé les commissions et a défini leur composition, et qu'il convient désormais de procéder à l'élection de leurs membres ;

Vu la note explicative de synthèse et sur le rapport de Monsieur Pascal DOLL, Maire,

Après en avoir délibéré,

À l'unanimité,

DECIDE de procéder par un vote à main levée pour l'ensemble des désignations soumises au vote du Conseil lors de la présente séance, à l'exception de celles pour lesquelles le scrutin secret est obligatoire.

PROCÈDE, à un vote à main levée, à l'élection des 16 membres de la Commission Finances – Commande Publique – Affaires juridiques – Assurances.

SONT candidats :

Pour la liste « Réussir Arnouville » :

- ✓ M. DA COSTA
- ✓ Mme BALIAN
- ✓ M. DOMAN
- ✓ Mme GOURDON
- ✓ M. ALTOUNIAN
- ✓ Mme MOINE
- ✓ M. FIDAN
- ✓ Mme BALIKDJIAN
- ✓ M. DELCAMBRE
- ✓ Mme FERNANDEZ-VELIZ
- ✓ Mme LEBON
- ✓ M. SERVA

Pour la liste « Pour que vive Arnouville » :

- ✓ M. KILIC
- ✓ Mme MORSSI

Pour la liste « Faire Arnouville Ensemble » :

- ✓ M. IQBAL
- ✓ Mme BOURSIER

SONT élus à l'unanimité, membres de la commission Finances – Commande Publique – Affaires juridiques – Assurances :

Pour la liste « Réussir Arnouville » :

- ✓ M. DA COSTA
- ✓ Mme BALIAN
- ✓ M. DOMAN
- ✓ Mme GOURDON
- ✓ M. ALTOUNIAN
- ✓ Mme MOINE
- ✓ M. FIDAN
- ✓ Mme BALIKDJIAN
- ✓ M. DELCAMBRE
- ✓ Mme FERNANDEZ-VELIZ
- ✓ Mme LEBON
- ✓ M. SERVA

Pour la liste « Pour que vive Arnouville » :

- ✓ M. KILIC
- ✓ Mme MORSSI

Pour la liste « Faire Arnouville Ensemble » :

- ✓ M. IQBAL
- ✓ Mme BOURSIER

Claude FERNANDEZ-VELIZ
Secrétaire de séance



Pascal DOLL
Maire




Publié le :07/04/2026
Délibération rendue exécutoire le : 07/04/2026
conformément aux dispositions des
articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code
général des collectivités territoriales

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionné ci-dessus. Le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens ».

Article R421-1 du Code de justice administrative « La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat. »